

Le Libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte Saint-Martin)

FINASSERIES

Il n'est pas aisé de faire hebdomadairement le point d'une situation aussi mouvante que celle dans laquelle se trouve présentement le monde. Essayons toutefois de poser quelques jalons en faisant le compte des principales activités de la politique internationale.

La première est sans conteste la négociation franco-turque qui a abouti à un accord formel qui intègre la Turquie dans le front « pacifique ». On sait le prix de ce ralliement. Il n'en a coûté à la France, qui en tenait le mandat de la S.D.N., que la cession du Sandjak d'Alexandrette, aujourd'hui passé sous la domination unique d'Ankara. Notons, en passant, que cette cession, sur laquelle la presse a fait le silence, constitue le démenti le plus éclatant du « pas un pouce, pas un droit », slogan que notre Premier avait popularisé dans d'héroïques circonstances, tant il est vrai que la politique impériale sait recourir aux accommodements qui assouplissent des principes trop rigides.

La seconde paraît être le règlement, au moins provisoire, de l'affaire des concessions. Sur ce point l'intervention des Etats-Unis ne paraît pas avoir été sans efficacité. Le Japon, en tout cas, ne semble pas pousser à fond les incidents de Tien-Tsin. Et, de leur côté, les Etats-Unis ne veulent pas, pour une application rigoureuse de la loi de Neutralité, mettre en danger les envois de matériel américain au Japon, envois qui atteignent, selon de récentes statistiques, 57 % des importations japonaises de cette catégorie. On se borne tout au plus à envisager l'application au Japon des mesures de boycott qui ont été prises contre l'Allemagne... tant il est vrai que le business ne perd jamais ses droits.

Enfin, on ne saurait passer sous silence le discours de M. Chamberlain à Cardiff. Curieux discours, assurément. On n'y trouvera aucune allusion, même discrète, aux négociations anglo-russes. Celles-ci semblaient une fois de plus gravement compromises, ce dont le Peuple enrage, qui parle des « finasseries » du gouvernement britannique. Va pour le mot. Ce n'est pas nous qui affirmons que M. Chamberlain s'y connaît au moins autant que feu Stresemann en matière de « finasserie ». Son discours de Cardiff est, à cet égard, un modèle du genre. Qu'en est-il, en vérité, à l'Allemagne ? Nul ne saurait le dire. Il est question, évidemment, de la volonté pacifique de l'Angleterre, de son désir de collaboration économique et autres « matières premières ». Reste à savoir si le Führer s'en contentera pour allumer ses hauts-fourneaux.

Pour nous qui voulons ne pas créer d'illusions, nous croyons que ces invitations sont tout à fait insuffisantes pour créer un climat favorable à une négociation. Pour M. Chamberlain, elles sont la carte qu'il convient de jouer contre un Staline vraiment trop réticent. Finasseries... c'est bien cela. Mais comme le partenaire russe s'y entend, lui aussi, sur ce chapitre ! Le voilà qui fait annoncer qu'une importante délégation allemande part pour Moscou dans le but d'établir des rapports commerciaux plus importants que dans ces dernières

Les Chambres parlent... ...Les menaces de guerre demeurent

Daladier a la décret de clôture. Nos députés se sont laissés faire une douce violence, et vont retourner auprès de leurs chers électeurs. Après un « dur » travail de quelques semaines, on comprend que ceux qui nous parlent toujours de remettre la France au travail songent au repos.

Le comble du ridicule semble bien être atteint par cette Chambre du Front Populaire, qui avait suscité tant d'espoir. L'action ouvrière l'avait contrainte de légaliser les grèves des grèves de juin. Après avoir brisé tout le dynamisme prolétarien, elle a accepté la dictature des banques. Muselée, impunie, elle n'est capable de s'animier que pour discuter de la réforme électorale.

L'annexion sera réglée définitivement par un décret-loi. Daladier a parlé du grand geste de générosité qui permettra de réaliser une France forte et unie. Le grand pardon qui va parachever l'Union Sacrée. Une larme a été versée sur les vieux travailleurs. C'est tout ce qu'ils obtiendront. Notre premier a poussé le cynisme jusqu'au bout. « Si l'affaire ne dépendait que de lui », malheureusement l'Etat a besoin d'argent pour la défense nationale. Autrement dit, laisser mourir les vieux et préparer scientifiquement la mort des jeunes.

années où la Russie semble s'être éloignée volontairement des marchés allemands. La riposte n'a pas tardé à venir, comme on voit. Cela s'appelle la réponse du berger à la bergère. Et on espère bien qu'à Londres on aura compris la leçon et que dorénavant M. Chamberlain n'hésitera plus à apporter la garantie anglaise aux Etats-Unis, qui d'ailleurs, ne la désirent pas. Simon... Et bien ! le chemin de Berlin est encore ouvert.

Comme nous n'avons cessé de le répéter, c'est une folie de prétendre fonder la paix sur des semblables marchandages. Le « barrage de la paix », qu'il se construise sans l'U. R. S. S. ou avec, voire contre elle, ne saurait présenter aucune solidité. Au fond, il ne s'agit pas, comme un vain peuple le pense, de fonder la paix ; il s'agit soit de maintenir le statut de guerre actuel, soit de préparer celle-ci dans les meilleures conditions, en faisant appel à tous les concours susceptibles de se prêter ou de se vendre.

Comment sortir de ce cercle infernal ? Ce n'est ni aux partis politiques, ni à la C. G. T. qu'il faut le demander c'est à la conscience des travailleurs dupés, trahis, pris aux prochains massacres. Elle seule peut formuler le mot d'ordre de la pacification internationale dans l'oubli des vieilles querelles et l'organisation économique d'un monde fraternel !

LASHORTES.

On pense à la famille, mais à celle seulement qui est capable de fournir de la chair à exploitation et à mitraille.

Une phrase de son discours est significative : « Il est d'ailleurs possible que les vacances parlementaires soient brèves, plus brèves qu'on ne le dit et qu'on ne le croit ». Chantage sur le danger extérieur pour obtenir l'unanimité de la Chambre ou réalité. Les deux sans doute. Nos députés se sont livrés à une belle manifestation d'Union Sacrée, la guerre peut venir, ils tiendront jusqu'au bout.

Il est certain pourtant que la situation extérieure s'aggrave. Le conflit en Extrême-Orient s'étend. Calmement d'un côté, il reprend sur un autre point. Actuellement tous les ports chinois où se trouvent des concessions étrangères sont menacés par l'imperialisme nippon. Les navires de guerre ne peuvent pas escorter les navires de guerre. Des conflits entre les Russes et les Japonais se sont produits sur la frontière mongolo-mandchou. Des deux côtés on annonce la destruction considérable d'avions adverses. Une seule chose est exacte : on se bat, et le conflit peut s'étendre. L'on parle qu'un accord serait sur le point de se faire entre l'Angleterre et le Japon. Les birmades vis-à-vis des sujets britanniques à Tien-Tsin auraient cessé. Accord momentané, qui ne tardera pas à être suivi de nouveaux incidents.

En Europe, les affaires ne vont guère mieux. Les accords anglo-franco-russe ne sont pas encore signés. Les bruits les plus contradictoires à ce sujet circulent. Il semble pourtant certain que devant la gravité de la situation Chamberlain soit sur le point d'accepter toutes les conditions russes.

La menace allemande pèse toujours sur Dantzig. Des forces importantes de la Reichswehr seraient mobilisées sur la frontière française. Les préparatifs militaires, les campagnes d'agitation, semblent démontrer que nous sommes

mes à la veille d'une nouvelle tension internationale aussi grave qu'en septembre 38.

Hélas va tenter par le chantage à la guerre d'obtenir un nouveau Munich qui lui donnera le corridor polonais. Dans les circonstances présentes, il semble qu'un nouveau Munich soit guère réalisable. Les démocraties occidentales y perdraient tout leur prestige et leurs alliés dans l'Europe centrale et orientale. Le pire est donc à craindre.

C'est devant de telles perspectives que nos partenaires partent en vacances. Pour ne pas rompre l'Union à sens unique de la nation française, les dirigeants ouvriers acceptent toutes les insultes, toutes les capitulations. Et le prolétariat dompté, vaincu, semble mar pour le grand sacrifice.

Anarchistes, nous ne pouvons pas accepter cette situation ; plus que jamais, nous devons agir et comme en septembre, même seuls, nous nous dresserons contre la guerre et l'Union sacrée. La guerre des impérialismes ne sera jamais notre guerre.



ATTENTION

Retenez votre
journée
du 16 Juillet
L'U. J. P.
organise avec le « Libertaire »
UNE GRANDE SORTIE CHAMPÔTRE

Les détails de cette fête seront donnés dans le prochain numéro.

PETITES ÉTUDES

Quand on est foncièrement anarchiste on ne peut cesser de l'être

par Sébastien Faure

Si vous entendez dire de quelqu'un : « Il a été anarchiste » ou « Je l'ai connu quand il était anarchiste », ou encore : « C'est un ex-anarchiste », vous pouvez sans hésitation riposter :

« Vous faites erreur. Je ne connais pas (ou je n'ai pas connu) celui dont vous parlez. Mais je suis certain qu'il n'a jamais été anarchiste. »

Et vous pouvez, sans craindre de vous tromper, le certifier et le soutenir *modicus*, car, lorsqu'on est réellement, positivement anarchiste, on ne peut cesser de l'être.

**

Il suffit qu'un individu parle haut et fort contre l'ordre établi ; il suffit qu'un type quelconque flétrisse les abus, les scandales, les absurdités et les contradictions du Régime en cours ; il suffit qu'il vitupère avec quelque véhémence les inégalités, les injustices et les crimes de toutes sortes dont les institutions actuelles portent la responsabilité, pour que, sans plus ample information, il soit traité d'anarchiste.

Il arrive parfois, dans ce cas, que pour épater le bourgeois ou pour donner la chair de poule aux femmes qui l'écoutent, le *quidam* ainsi catalogué — gratuitement et bien à tort — anarchiste et anarchiste *dangereux* (br...) ne soit pas fâché d'être pris pour un ennemi farouche de la société bourgeois, pour un de ces hommes qu'on dit prêts à tout casser, à tout saccager, démolir, briser, abattre, faire sauter, anéantir, sans reculer d'une semelle.

Alors, ce hâbleur vaniteux, laisse dire et, tacitement, il accepte de passer pour un anarchiste.

Il arrive encore que, pris de colère et soulevé d'indignation au spectacle ou au récit de certaines misères matérielles ou dérives morales et cédant à une poussée soudaine de révolte, un homme se sente brusquement résolu à tout combardier pour en finir avec de telles atrocités et que, dans un impulsif élan de pitié pour les victimes et de haine contre les bourreaux, cet homme de la société n'est pas aussi mal bâti que le disent « ces hurluberlus d'anarchistes dont le rêve est de tout mettre à feu et à sang ».

Enfin, si, favorisés par un concours d'heureuses circonstances, ils parviennent à une situation stable et aisée, ils finissent par trouver équitable, rationnelle et bien comprise l'organisation sociale : Alors — et,

Il se peut que, emporté par ce vague et secret instinct de justice qui sommeille dans les mystérieuses et profondes arcanes de la conscience humaine et, par moments, se réveille, il se peut, dis-je, que celui qui s'exclame de la sorte soit, à cette minute précise, sincère et de bonne foi.

Il arrive même que, en raison de cette sincérité et bonne foi, cet impulsif demande à faire partie d'un groupe libertaire, y soit admis et traverse ainsi les milieux anarchistes, mais n'y reste pas.

Comme on le voit, on a tôt fait de transformer en anarchiste un simple fort en gueule, un vantard ou un impulsif.

Mais, pour être un anarchiste, ce qu'il est raisonnable et juste de qualifier « anarchiste » est-il suffisant de bondir, et entrer en fureur, de tempérer, de vociférer, de stigmatiser, en termes violents et d'un air terrible, les méfaits les plus méprisables et les crimes les plus odieux de la police, de la magistrature, de l'armée, du Parlement, du capitalisme ou du Gouvernement ?

Évidemment non.

Pour être réellement un anarchiste, est-il suffisant de laisser dire et de dire soi-même, de laisser croire et de croire soi-même qu'on l'est ?

Incontestablement non.

Une histoire bien connue, c'est celle des gens qui, lorsqu'ils traînent une existence de misère, ou lorsqu'ils se sentent bientôt trop cruellement exploités, fulminent contre l'état social et volontiers se proclament anarchistes.

Puis, si leur sort devient moins douloureux, ils mettent, tout en se lamentant encore, une sourdine à leurs imprécations.

Leurs conditions de vie deviennent-elles supportables et s'améliorent peu à peu ? Ils commencent à estimer que, somme toute, la société n'est pas aussi mal bâtie que le disent « ces hurluberlus d'anarchistes dont le rêve est de tout mettre à feu et à sang ».

Enfin, si, favorisés par un concours d'heureuses circonstances, ils parviennent à une situation stable et aisée, ils finissent par trouver équitable, rationnelle et bien comprise l'organisation sociale : Alors — et,

sans doute, pour oublier eux-mêmes et, surtout pour faire oublier leur passé de « MISÉREUX » — ils ne ratent pas l'occasion de prendre un air avantageux et de s'écrier : « Mais enfin, que réclament-ils ces bandits d'anarchistes ? Ne cesseront-ils pas d'embêter les honnêtes gens ? On devrait les coiffer tous ! »

Viendrait-il à la pensée d'un esprit judiciaire de considérer comme ayant été positivement anarchiste, à un moment quelconque, un bipède de cette espèce ? Certainement, non.

Attendez : il continue long, bruyant et tumultueux le défilé des mécontents et protestataires que l'opinion moyenne étiquète indûment « anarchistes » et qui, pourtant, sont loin de l'être.

Suivons la foule.

Viendrait d'abord la masse considérable des bougres à courte vue qui se répandent en rues récriminations, en diatribes violentes contre les faits et gestes de l'AUTORITÉ, sorte de Trinité divine s'incarnant sous le signe de la séparation des pouvoirs : législatif, exécutif et judiciaire.

A. — Le POUVOIR LEGISLATIF appartient aux Assemblées parlementaires ; c'est dans ces deux usines : Sénat et Chambre des députés, que se sont fabriquées les lois qui régissent le pays.

Innombrables et souvent passionnées sont les malédictions que soulèvent les parolles, bavardages et discussions sans fin qui résument toute l'activité (?) malfaisante de ces Assemblées, où tout n'est qu'intrigues et compétitions, marchandages et complicités, reniements et trahisons, attitudes équivoques, louches manœuvres, bassesses, saletés et « combines », dont le détail et l'ensemble règlent le jeu des Partis en lutte et celui des Parlementaires en travail d'affairisme, en mal d'un portefeuille ministériel à saisir ou à conserver.

Au vocabulaire truculent dont, pour honorer les Parlementaires, se servent sans ménagement ceux qui en disent pis que pendre, on pourrait être tenté de croire que ces im-

Mourir pour la patrie...

La faim pour les vieux.
Les mitrailleuses pour les jeunes.

A l'appel de la S.I.A.

Tous à la Mutualité vendredi

placables censeurs sont de fougueux anarchistes.

Ce serait faire trop d'honneur à ces brailards. Car, s'ils récusent de ces turpitudes « les bavards, et les vendus que le corps électoral a nialement pourvus d'un mandat dont ils sont indignes », ils ne songent pas une minute à en accuser le système représentatif lui-même auquel ils persistent à accorder toute leur confiance et le plein de leurs espoirs.

B. — D'autres réservent aux détenteurs ou POUVOIR EXÉCUTIF leurs plus violentes attaques.

A entendre ceux-là, c'est le Gouvernement qui est sinon le seul du moins le plus grand coupable : le Gouvernement, c'est-à-dire : l'Etat. Ils crient à plein gosier que l'Etat, s'acquitte déplorablement des devoirs dont il a la charge ; qu'il applique de travers les décisions prises par la Réprésentation Nationale ; qu'il se conforme avec trop ou pas assez d'énergie, avec trop ou pas assez de hâte aux résolutions votées par les Chambres ; qu'il ne surveille pas, comme il le devrait le fonctionnement des Services publics et des rouages administratifs ; qu'il se mêle constamment de ce qui ne le regarde pas et néglige trop ce qui lui incombe ; qu'il dilapide le Trésor public, qu'il mène le Pays et le pousse à la faillite.

Et patati et patata...

Si vous vous imaginez, parce que ces gens-là crient de sarcasmes et accablent d'injustices ceux qui conduisent le « char de l'Etat », qu'ils sont anarchistes, vous vous trompez grossièrement. Car, leurs attaques, si violentes qu'elles puissent être, ne visent que « les incapables et les canailles » qui sont au Pouvoir. Mais ils tiennent pour indispensable et intangible l'Institution Gouvernementale et ils professent la conviction stricte « de sa bienfaisante mission, confiée à des « personnes honnêtes et compétentes, l'Etat deviendra le serviteur zélé et fidèle de la volonté nationale, du Droit, de la Liberté, d'ordre, de l'Intérêt général ».

Si les « criailleries » de ces esbroufeurs prétentieux et bornés vous incitent à voir en eux des anarchistes, parce qu'ils font un raffut assourdissant, profond est votre erreur, puisqu'ils sont et, malgré tout, restent des défenseurs de l'Etat dont, au surplus, ils s'empresseront de s'affirmer les plus chauds partisans, à la condition et aussitôt que, de la plus puissante à la plus modeste fonction toutes les places — et surtout les mieux rétribuées — soient occupées par les chefs, les sous-chefs et les membres de leur Parti.

C. — LE POUVOIR JUDICIAIRE a lui aussi, ses pourfendeurs et ils ne sont pas les moins enragés.

Que de saintes colères, que de pieuses indignations se déchainent journalement contre l'appareil compliqué qui a pour mandat de trancher les différends entre les particuliers et d'appliquer la Loi aux auteurs des délits et des crimes qui tombent sous le coup de celle-ci !

« Telle loi est abominable ! Ses dispositions sont en contradiction avec la notion et les principes les plus élémentaires de la véritable équité ! » hurlent les uns.

« La police et la magistrature sont pourries. Les policiers et les juges sont d'une partialité révolante. Ils seraient à leur place sur le banc d'infamie ! » hurlent les autres.

Et tous vocifèrent à qui mieux mieux.

Au ton qu'ils y mettent, à l'air furieux qui contracte leur visage, aux gestes menaçants et vengeurs qui soulignent ce ton et cet air on serait porté à prendre ces « exaspérés » pour des fiefs anarchistes, pour des ennemis forcenés de la Loi et du gendarme.

On se méprendrait lourdement, car ces « gueulards » ont le culte et le respect de la Loi et ils ont, enracinés en eux par la routine et l'éducation, la conviction que la Loi est sacro-sainte et nécessaire et que, pour en garantir l'observation, les tribunaux, les personnes, le bagné et la guillotine sont indispensables.

(Suite et fin dans le prochain numéro.)

SEBASTIEN FAURE.

DANS LE GUÉPIER BALKANIQUE

La position de la Bulgarie

La rivalité des grandes puissances dans la péninsule balkanique, s'accentue chaque jour. La Russie, qui semblait se désintéresser de cette région, a fait sa rentrée solennelle avec le recent voyage de Potemkine à Ankara, Sofia et Bucarest.

La Bulgarie, dont la position dans le centre de la péninsule peut servir aussi bien de soutien que d'obstacle au bloc, que les deux groupes de puissances veulent former, fait, depuis quelque temps, objet des conversations des chancelleries. C'est que ce pays fait partie des pays qui ont des réclamations territoriales à formuler contre leurs voisins.

En effet, malgré la défaite de 1918, le nationalisme bulgare n'a pas renoncé à ce qu'il appelle son idéal national, c'est-à-dire le groupement dans un même état, de quelques millions de Bulgares vivant dans les régions limítrophes, que la Roumanie, la Grèce, la Turquie et la Yougoslavie, se sont appropriées, à la suite des traités de 1913 et 1919.

Le traité de Neuilly avait imposé à la Bulgarie des lourdes réparations, ainsi que l'interdiction d'avoir une armée de conscription. En contre-partie, le même traité contenait des clauses prévoyant la protection des minorités bulgares restées en dehors des frontières, et un débouché sur la mer Égée. Comme on peut le prévoir, aucune de ces clauses ne fut exécutée par les intéressés. Les minorités bulgares sont soumises à une dénationalisation intensive.

Pour empêcher le révisionnisme bulgare d'agir, les quatre Etats balkaniques formèrent, en 1934, l'Entente Balkanique. Dans les clauses secrètes de ce traité, les contractants avaient prévu la conquête et le partage de la Bulgarie en cas de nécessité. Se voyant ainsi encerclée, la Bulgarie a réagi en s'entendant avec un des partenaires, envers lequel elle avait le plus de réclamations : la Roumanie. Les dissolutions de l'organisation macédonienne, et le voyage du roi Alexandre à Sofia, mirent les bases de cette Entente avec la Yougoslavie. A la suite de l'Anschluss, les grandes puissances ont fait pression sur l'entente balkanique, pour libérer la Bulgarie des clauses militaires du traité de Neuilly. Les marchands de canons, qui sont les seuls à ne pas perdre le nord » dans notre époque de veulerie et de désarroi général, avaient depuis longtemps préparé le terrain de cet accord. Un client officiel de plus à leur guichet ! Des crédits de plusieurs milliards furent accordés à la Bulgarie par Londres et Paris, pour lui permettre d'équiper son armée et ses chemins de fer. Disons que cette sollicitude des grandes puissances victorieuses

de la grande guerre, envers un pays qui ne cessait de protester contre le traité qu'elles lui avaient imposé, n'était pas complètement désintéressé. Les « alliés » balkaniques, prenant au sérieux la formule « Les Balkans aux Balkaniques », pouvaient, sous l'influence de l'axe, fausser compagnie à leurs puissants protecteurs, au moment où ces derniers auraient le plus besoin d'eux.

Les chancelleries, par habitude, connaissent la force de la corruption et le rôle des individus, aux moments décisifs de l'histoire.

L'évolution de la politique yougoslave vers la « neutralité » et son rapprochement avec l'Allemagne et l'Italie, ne sont-ils pas postérieurs à son entente avec la Bulgarie ?

La diplomatie anglaise, dont la versatilité est archi-connu, se fait le principal protagoniste de l'incorporation de la Bulgarie dans le bloc démocratique. La presse anglaise demande souvent « justice » pour les revendications bulgares. Jusqu'à présent cependant, cette campagne ne semble avoir d'autre but que d'intimider la Grèce et la Roumanie, et les empêcher de passer du côté de l'axe. Cette supposition n'est pas une simple vue de l'esprit. L'examen des échanges commerciaux entre la Bulgarie et la Grande-Bretagne, montre une baisse de 50 %, par rapport de l'année dernière, tandis que les positions allemandes se renforcent, l'Allemagne contrôle plus de 75 % du commerce extérieur de la Bulgarie.

Dans ces conditions, la politique extérieure bulgare restera encore longtemps imprécise. Dans les milieux militaires de Paris, et de certaines capitales balkaniques, on forme le projet de neutraliser la Bulgarie en l'occupant militairement avant le déclenchement des hostilités en Occident. Le massacre, il y a quelques semaines, d'une vingtaine de paysans bulgares habitants la Dobroudja, peut être, sans conteste, attribué à ces milieux. Les nationalistes bulgares se sont contentés de quelques protestations, au lieu de provoquer un conflit armé. Ils savent que la guerre n'est guerre populaire en Bulgarie. Le régime de la monarchie absolue, instauré par le roi Boris, est semblable aux régimes des pays voisins, avec cette aggravation, que le peuple bulgare n'a jamais renoncé à son goût pour la liberté. L'activité des anarchistes, démocrates, petits bourgeois et paysans, socialistes et communistes, n'a jamais été plus forte qu'en ce moment. Ajoutons à ceci, le fait que la Bulgarie n'a pas d'industrie de guerre, ni pétrole, ni métallurgie, et nous comprendrons la « sagesse » de son gouvernement. SIMEON PIERRE.

FORGEONS NOS ARMES

Chacun de nous n'ignore pas les difficultés rencontrées par le Gouvernement pour assurer chaque année l'équilibre du budget de défense nationale. Périodiquement, chaque ministre des Finances, s'adressant aux contribuables, exige des sacrifices nombreux. Tout le monde l'encaisse : c'est pour la Patrie.

On vient d'instituer la taxe d'armement d'un faible pourcentage, appliquée à beaucoup d'objets à l'origine de leur fabrication. Ça fait rentrer pas mal d'argent dans la caisse de Reynaud. Pendant ce temps, nous nous cassons la tête, à l'Administration du Libertaire, pour assurer la sortie régulière de notre journal.

L'argent a toujours été la grosse question dans notre mouvement, et il faut que tous soient persuadés qu'à notre époque on ne fait rien si on n'a pas la grosse somme. Le Libertaire est sûrement l'organe révolutionnaire qui tiendra, s'il le faut, dans des conditions plus difficiles. Mais la situation fait actuellement à la classe ouvrière dans le monde entier, et les dangers de guerre de plus en plus précis, nous obligent à propager encore plus largement notre opposition au régime capitaliste et notre espoir en la révolution sociale.

Il nous faut pour cela de l'argent et toujours de l'argent. Quant nous adressons des appels à nos lecteurs, les invitant à s'abonner, à renouveler leur abonnement, à souscrire, nous ne les tapons pas par principe.

Vous avez constaté le véritable tour de force accompli par le Libertaire — qui a maintenant 42 ans — pour paraltre régulièrement, ces dernières années, avec 6 pages et plus, et avec quelques moyens !

Amis, lecteurs et sympathisants vous êtes contre la guerre provoquée par l'impérialisme du capital, vous en seriez les victimes si vous ne réagissez. Vous voudriez voir régner notre idéal de liberté et d'égalité, faites pour le Libertaire, votre journal, ce que tout le monde accepte pour que la guerre soit.

Donnez, pour la lutte contre la guerre, pour que le Libertaire soit assuré de vivre, imposez-vous sur votre budget le prix d'un abonnement, souscrivez régulièrement et vous ferez votre devoir envers le Libertaire.

ment notre opposition au régime capitaliste et notre espoir en la révolution sociale.

Il nous faut pour cela de l'argent et toujours de l'argent. Quant nous adressons des appels à nos lecteurs, les invitant à s'abonner, à renouveler leur abonnement, à souscrire, nous ne les tapons pas par principe.

Vous avez constaté le véritable tour de force accompli par le Libertaire — qui a maintenant 42 ans — pour paraltre régulièrement, ces dernières années, avec 6 pages et plus, et avec quelques moyens !

Amis, lecteurs et sympathisants vous êtes contre la guerre provoquée par l'impérialisme du capital, vous en seriez les victimes si vous ne réagissez. Vous voudriez voir régner notre idéal de liberté et d'égalité, faites pour le Libertaire, votre journal, ce que tout le monde accepte pour que la guerre soit.

Donnez, pour la lutte contre la guerre, pour que le Libertaire soit assuré de vivre, imposez-vous sur votre budget le prix d'un abonnement, souscrivez régulièrement et vous ferez votre devoir envers le Libertaire.

La révolution fait suite à la guerre ?

Oui, mais on nous l'a déjà fait une fois !...

Le mieux serait donc, pour nous, de préparer l'opposition à la guerre et la révolution contre tous les régimes d'oppression, rouges, noirs ou tricolores.

PROPOS D'UN PARIA

IMBROGLIO

Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, mais les « papiers » des journalistes chargés, comme l'on dit, de la politique extérieure, sont de plus en plus ambiguës, sibyllins, ou, pour mieux dire : vaseux.

Il faut reconnaître que, depuis si longtemps que les affaires vont mal dans presque tous les pays du monde, le métier de commentateur devient de plus en plus difficile.

Car, plus ça dure, plus c'est la même chose. Et on aurait tort de dire que ça va mieux qu'en septembre dernier.

Aurons-nous une alliance anglo-franco-soviétique ?

On nous l'assure, mais on nous dit en même temps que ces farouches « antifascistes », que se disent les Tovarichs staliniens lancent des coups d'œil aguichants du côté du sommabule de Berchesgaden avec lequel ils seraient tout près à signer un accord économique dans le même temps qu'ils s'allieront politiquement avec ces vieilles et tant décriées démocraties !

Et en Allemagne, bien qu'on soit de plus en plus antikommuniste, on ne dit rien qui puisse faire de la peine à ces « marxistes » hier en cor au tant honnés.

Cela n'empêche pas les Japonais, alliés de l'Allemagne, de descendre — si l'on en croit leurs communiqués — journalièrement des cendaines d'avions russes.

D'autre part, si nous jetons un regard sur ce qui se passe chez les autres nations et passons une petite revue des anomalies ou qui peuvent sembler telles, on constate :

Que la France, alliée de l'Angleterre, vient de signer un traité commercial avec le Japon. Que l'Italie construit des bateaux de guerre pour la Russie.

Que la France fournit des moteurs à l'Italie, du fer à l'Allemagne.

Que le Mexique — pays de Front populaire — alimente l'Allemagne nazie en pétrole. Etc., etc.

Ces et cetera représentant toutes les tractations, combinaisons, cachées ou avouées, qui lient entre elles des nations dont les représentants, sur la place publique, se déchirent autant qu'il est possible de le faire.

Cependant que l'on voit les Anglais et leurs épouses se faire déshabiller sous l'œil ironique des sentinelles nippones et encasser les pires insultes et les plus dures vexations.

Tout cela est si embrouillé que le voyante le plus extralucide ne peut y voir que du feu. Qui débrouille cet écheveau dont les fils sont si inextricablement emmêlés ?

Que sortira-t-il de ces luttes soi-disant idéologiques, mais qui ne sont que des oppositions d'intérêts plus ou moins habilement camouflés ?

La guerre ?

Mais la guerre n'arrangerait rien... au contraire.

La révolution ?

Peut-être. A condition, bien entendu, que les révolutionnaires, sous prétexte d'antifascisme, ne nous conduisent pas à la servitude bolchevique et au capitalisme d'Etat qui ne vaut pas mieux que l'autre.

La révolution faisant suite à la guerre ?

Oui, mais on nous l'a déjà fait une fois !...

Le mieux serait donc, pour nous, de préparer l'opposition à la guerre et la révolution contre tous les régimes d'oppression, rouges, noirs ou tricolores.

Larue-Michel.



FEU LES 40 HEURES

Le ministre Pomaret a parlé à la C.I.T. de Genève sur la position de la France devant les grands problèmes actuels. Il a ainsi abordé la question des 40 heures.

« Qu'on ne vienne pas parler, a-t-il dit, d'abandon des 40 heures de la France ».

Ah ! ça non, monsieur le Ministre ! Vivent les 40 heures !

Mais le Pomaret de souligner ce qu'avait clamé Jouhaux lui-même à savoir que « la sécurité de la nation et la défense de la liberté rendent nécessaire bien que douloureux pour lui le sacrifice du débat sur les 40 heures ».

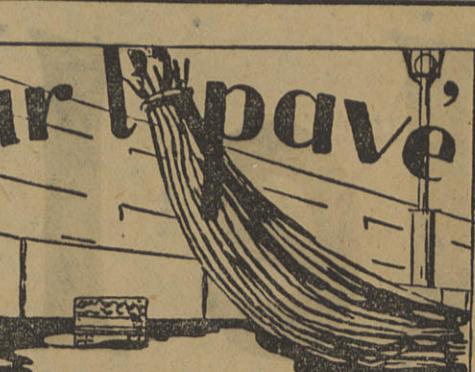
Hélas ! oui, camarade. Les événements tels provoquent un assouplissement de notre conquête. Assouplissement : jolie gymnastique où le profit de se redresser sur l'exploit.



ON TUERA « A L'OMBRE »

A la suite du scandale des exécutions capitales en public, il vient d'être pris un décret-loi ordonnant que désormais celles-ci auraient lieu à l'intérieur des prisons et sans publicité. C'est là tout ce qu'a pu prendre comme mesure la France généreuse, aux idées avancées, des Droits de l'Homme, etc., etc..

Il y a pourtant bien des pays qui ont donné l'exemple de l'abolition pure et simple de la peine de mort et qui s'en trouvent fort bien. Leur criminalité n'a pas augmenté, bien au contraire. Mais faire comprendre ça à un Dalaï, à un Vautel et aux millions de Français moyens qui les admirent, c'est plus dur qu'apprendre à compter à un ver de vase !



CES FAINEANTS D'OUVRIERS !

DANS le journal des Chouans « La Vendée », un certain Bernard-Lucien demande avec un air touchant la loi de 60 heures dans l'industrie privée. Pas moins ! Mesure qui se révèle extrêmement urgente », souligne ce distingué salaud.

« Les industries de défense nationale, écrit-il, travaillent 60 heures et cela est absolument nécessaire, il est normal que les autres activités de la nation ne restent pas douillettement à accompagner leurs 40 heures.

Journal d'une "Révolution"

par Jean GUÉHENNO (1)

Que le titre de cet ouvrage est mauvais! De quelle révolution s'agit-il? On ne trouve dans ces pages, que les gémissements d'un intellectuel désabusé, d'un écrivain qui s'est jeté timidement, crainvement, dans l'action politique et qui, très vite dégoûté par les querelles des partis, n'aspire qu'à rentrer sous sa tente et poursuivre sa méditation intérieure, si médiocre soit-elle. Révolution personnelle, alors? Pas même. On ne peut décentement appeler révolution le flux et le reflux que subissent la pensée et l'humeur de Guéhenno. Celui-ci est toujours le même être inquiet, affligé, d'où ne sait quelle douleur secrète qui est peut-être la conscience intime mais très nette d'une rupture avec sa classe, d'un embourgeoisement de plus en plus marqué. Il faut attendre les dernières pages du livre pour tout s'éclairer. Ce que Guéhenno nomme, sans rire, une révolution, c'est, tenez-vous bien, l'expérience du Front Populaire: *Il y a deux ans, nous avons commencé une révolution qui n'a pas coûté une goutte de sang, et qui, tout incomplète qu'elle soit, a fait de l'ouvrier français, l'ouvrier le plus libre de l'Europe, celui dont la dignité est la mieux garantie par la loi* (p. 238). A quel point il se moque du monde, lui-même s'aperçoit. Il écrit, par ailleurs: *Il m'a semblé, parfois, que nous jouions "la comédie de la révolution". Voilà qui est exact. Avec une foi naïve et une bonne volonté évidente, Guéhenno comme Chamson, Violiis et tous ceux qui participèrent à "l'épopée" de Vendredi, furent des comédiens, et chacun d'eux pourrait intituler ses souvenirs de cette époque, comme l'était une excellente pièce, jouée l'an dernier: "L'homme qui se domine la comédie". Ce sera plus franc.*

Si l'on excepte quelques notations assez embrouillées qui témoignent de l'effort de Guéhenno pour réintégrer la communauté des gens de rien, cette plèbe sans histoire qui a fait l'histoire, le contenu de son livre est plutôt maigre. Le principal intérêt de ce journal de vacances vient de ce que la querelle de l'auteur avec André Gide, y est rapportée dans son entier. On se souvient des faits. André Gide ayant signé une protestation d'écrivains contre le procès de P.O.U.M., fut traité d'allié des Marocains et des Chemises Noires par un collaborateur des *Izvestia*, Ilya Ehrenbourg. Bien qu'il collaborât à *Vendredi*, le Comité directeur de ce journal lui refusa l'hospitalité d'une mise au point, qu'il dut publier dans la *Plèche*. Comme il avait mis en cause la liberté de *Vendredi*, Guéhenno répondit par une longue diatribe contre l'auteur du *Retour d'U.R.S.S.* Le débat s'envenima rapidement. Aujourd'hui que toutes les pièces sont devant nous, il nous apparaît que Guéhenno eut presque tous les torts. Sa façon geignarde de plaider l'innocence et la vertu, à quelque chose d'irritant, et quand on ne se laisse pas convaincre trop vite par ce qu'on croit être un cri du cœur, on s'aperçoit qu'il y a dans cette défense de quoi bâtrir un solide réquisitoire. Lorsque Guéhenno, se donnant le beau rôle, dit qu'il a écrit les deux lettres contre Gide, parce qu'il le devait à la camaraderie, on se demande pourquoi ce même sentiment ne lui permettait pas d'ouvrir les colonnes de son journal au camarade Gide, injustement attaqué. Il est vrai que, pour lui,

un jésuite!

JEAN REMY.

(1) Editions Grasset.

SAUVONS EL FASSI

L'Empire français témoigne envers les peuples coloniaux d'une férocité sans exemple qui s'exerce surtout sur les militaires.

Le cas d'Allal El Fassi, jeune professeur marocain, président du Comité d'Action Marocaine, qui est l'illustration et soulève l'indignation de toutes les consciences libres.

Son action courageuse et désintéressée a été vaincue par la répression. Cette fois-ci, il vient d'être déporté, sans jugement, au Gabon, pays dont le climat malaisin met en danger sa vie, sa santé étant très délicate.

Nous posons la question: A-t-on envoyé El Fassi au Gabon pour l'y faire mourir?

Et nous lancerons un pressant appel à toutes les consciences libres de ce pays: AIDEZ-NOUS A SAUVER EL FASSI!

Le Bureau de Défense des Peuples Coloniaux (Solidarité Internationale Antifasciste

26, rue de Crussol.

RÉPONSE A L'"ACTION FRANÇAISE" SUR LA MORT DE MARIANO

Nous relevons dans l'*Action Française* du 27 juin un article intitulé: « Pourquoi n'a-t-on pas parlé de l'assassinat de Mariano Vasquez? »

Devant de telles insinuations que la moindre vérification aurait réduites à néant, on est en droit de croire à la mauvaise foi manifeste de la feuille royaliste; car il semble invraisemblable qu'un grand quotidien qui a de sérieuses possibilités d'informations se soit trompé involontairement. Or, l'argumentation ne peut persuader que l'être de mauvaise foi.

Cependant, si le moindre doute devait exister dans l'esprit de nos camarades nous leur dirions que si l'*Action Française* avait eu le souci d'informer impartialément ses lecteurs, elle aurait cherché à contrôler les informations qu'elle a puises dans le *Libertaire*. Et alors elle n'aurait pas annoncé, le 27 juin, que Mariano avait été retrouvé au pont d'Argenteuil cinq jours avant, c'est-à-dire le 22, alors que notre malheureux camarade reposait déjà dans le petit cimetière de La Ferté-sous-Jouarre depuis deux jours, ayant été enterré le 20 dans la matinée.

Elle n'aurait pas affirmé devantage que son corps avait été trouvé à Argenteuil, car elle aurait appris des autorités locales qu'il a été repêché le dimanche 18, devant l'établissement de bains de La Ferté-sous-Jouarre, sous les yeux du public angoissé qui l'avait vu couler.

Si la feuille royaliste avait voulu se renseigner place, elle saurait que deux médecins locaux sont arrivés sur les lieux de l'accident pour essayer d'assister le noyé, et que l'un d'eux a continué à lui prodiguer des soins jusqu'à 11 heures du soir à l'hôpital de La Ferté, et que le cadavre n'a été abandonné qu'à deux heures du matin, alors que toutes les tentatives de respiration artificielle n'avaient donné aucun résultat, et que tout espoir de le sauver était disparu.

L'*Action Française* saurait aussi qu'une enquête de la gendarmerie locale a écarté l'hypothèse d'un crime; que le permis d'inhumer a été normalement délivré par le médecin de l'endroit; qu'au reste, si l'autopsie a été jugée inutile elle demeure toujours possible, si l'*Action Française* veut en faire les frais.

Il reste donc manifeste que le journal royaliste a trompé ses lecteurs et l'opinion: et si le moindre doute subsiste, nos précisions pourront être contrôlées et permettront de confondre l'auteur de cet article calomnieux, bien digne du torchon ignoble que nous ne connaissons que trop.

UNE FETE AU PROFIT DE LA S.I.A.

Le samedi 1^{er} juillet, à 21 heures, salle du Coeur, à Valenton, au profit des victimes de la répression, avec le concours de Charles d'Avray et le Groupe du Patronage laïque. A minuit, grand bal de nuit. Tombola gratuite. Prix d'entrée: 5 fr. Chômeurs et enfants: 2 fr.

On trouve des billets au « Lib » et à S.I.A., 26, rue de Crussol.

L'ancien chef du Service Secret des Soviets en Occident accuse

Le jeu criminel de Staline en Espagne*

LES JOURNÉES DE MAI

Le 2 mai, Sloutski me téléphona à l'Hôtel Savo, où j'étais descendu, et me demanda d'aller voir un Espagnol communiste important, appelé Garcia, qui était le chef du service secret du gouvernement loyaliste, lequel avait son siège à Valence. Il avait été envoyé en U.R.S.S. pour assister à la célébration du 1^{er} mai. Par suite de l'épuisement qui sévissait alors, le télégramme annonçant son arrivée avait été oublié. Personne n'était venu au-devant de lui, et il était seul dans un hôtel modeste de Moscou. Sloutski me demandait de réparer cette négligence de mon mieux.

Accompagné d'un de mes amis, je rendis visite à Garcia, et me trouvai en présence d'un homme sain et vigoureux, ayant à peine trente ans. Il me dit que son bon ami Orlov, chef de la Guépou en Espagne, avait aimablement arrangé pour lui ce petit voyage dans la capitale soviétique.

— J'étais heureux de venir, dit-il, mais personne ne me souhaita le bienvenue et je ne pus obtenir d'entrer dans le Square rouge pour le 1^{er} mai. Tout ce que je pus voir de la parade fut un aperçu de ma fenêtre, de l'autre côté de la rivière.

Nous nous excusâmes auprès du camarade Garcia et le priâmes à dîner au Savo. Il nous fit la remarque que les ouvriers soviétiques rencontrés dans les rues paraissaient en bien plus mauvaise condition que les ouvriers espagnols, même au cours de la guerre civile. Il s'était rendu compte que les denrées étaient rares et se demandait comment il se faisait que le gouvernement soviétique ne réussissait pas à améliorer le standard de vie des masses.

Quand je vis Sloutski, je lui demandai quel avait été le but du voyage de cet Espagnol chez nous.

— Orlov désirait le voir hors de son chemin, me dit Sloutski. Nous devons le garder ici et l'amuser jusqu'à la fin de mai.

Ayant lu ce rapport, je ne demandai pas à Orlov ce qu'il comptait faire en mai. Les nouvelles de Barcelone éclatèrent, sensationnelles, sur le monde. Les manchettes s'étaient: « Révolte anarchiste à Barcelone! »

Les correspondants de presse narraient la conspiration antistalinienne dans la capitale de Catalogne: bataille pour la possession du central téléphonique à Barcelone. Combats de rues, barricades. Exécutions.

A ce jour, les journées de mai de Barcelone apparaissent dans l'histoire de notre temps comme une guerre fratricide entre les antifascistes, alors que Franco les attaquaient. D'après les rapports officiels, les révolutionnaires essayaient fraîchement de saisir le pouvoir au moment où toutes les énergies étaient nécessaires pour résister au fascisme. La version de

la tragédie de Barcelone donnée à la presse et trouvant son écho dans le monde entier était qu'il s'agissait d'une révolte fomentée par quelques éléments incontrôlables essayant de pénétrer dans l'âme extrême du mouvement anarchiste dans le but de provoquer des désordres favorables aux ennemis de la république.

MISE EN SCÈNE D'UNE REVOLTE

L'absurdité de ce rapport était manifeste. Les révolutionnaires catalans étaient déjà maîtres du gouvernement de Catalogne. Pourquoi auraient-ils voulu s'en emparer?

La réalité est que le coup de force de Barcelone était une conspiration montée par la Guépou. La lutte commença par un raid mené par les agents de la Guépou sur le central téléphonique.

Pendant cinq jours le sang coula. Cinq cents personnes furent tuées et plus de mille blessées. Par cette opération, la Guépou faisait de la Catalogne le point devant entrainer le maintien ou la chute du gouvernement Caballero. Après ces journées de bataille, les communistes espagnols conduits par Diaz demandaient la suppression de tous les autres partis et syndicats de Catalogne, la mainmise des journaux, des contrôles de la Guépou, enfin, la disparition complète de tout mouvement antistalinien qui avaient été envoyés en décembre à Odessa pour rapporter certains objets du pavillon soviétique; sans soupçon, elle retourna en Russie.

Une énorme quantité d'or était arrivée à Odessa venant d'Espagne. Staline n'avait confiance en personne autre que les hauts personnels de sa police secrète pour effectuer ce travail de déchargeement du trésor, par crainte que le moindre mot puisse en être divulgué. Il avait désigné Yégov personnellement pour choisir les hommes destinés à ce travail. Tout l'opération avait été entourée d'un tel mystère que c'était la première fois que j'en entendais.

Un de mes collègues qui fit partie de cette extraordinaire expédition, me décrivit comment les choses s'étaient passées à Odessa. Tout l'espace autour du quai avait été vidé et entouré par un cordon de troupes spéciales. Dans cet espace vide et désert qui s'étendait des soutes du bâtiment à la voie ferrée les plus hautes fonctionnaires du Guépou portèrent les caisses d'or sur leur dos. Durant des jours et des jours ils portèrent leur fardeau d'or, le chargeant des wagons de marchandises, qui furent ensuite conduits à Moscou sous la garde d'une escorte armée.

A l'ambassade espagnole, Garcia avait fait la connaissance de quatre Espagnols qui, comme lui, voulaient retourner chez eux. Ces quatre hommes occupaient deux vastes chambres à l'hôtel Métropole. Ils avaient été conduits dans chaque musée de Moscou et sur leur arrivée furent invités à visiter tout ce qui pouvait être vu dans la capi-

tale. Ils avaient été en Crimée et au Caucase, à Leningrad et même au barrage du Dnieper. Il y avait cinq mois qu'ils étaient en U.R.S.S.

Chaque jour, ils allaient à l'ambassade pour avoir des nouvelles de chez eux. Chaque jour, ils essayaient d'obtenir la restitution de leur passeport leur permettant d'avoir la permission de retourner en Espagne. En parlant avec eux, je m'aperçus qu'ils se rendaient compte qu'ils étaient prisonniers. Leur gouvernement ne pouvait les aider, puisque Staline en était le maître. Je demandai à Sloutski qui ils étaient.

Ces quatre, dit-il, ce sont les caisiers de la Banque d'Espagne. Ils arriveront ici avec le chargement d'or. Il leur faut trois mois, jour et nuit, pour le compter et aligner les chiffres. Et maintenant, ils veulent retourner chez eux!

Et il ajouta qu'ils avaient peu de chances d'y retourner jamais.

LA RUE VERS L'OR

J'avais remarqué, dans la presse de Moscou, une liste de hauts personnages de la Guépou qui avaient reçu l'ordre de la Bannière rouge. Parmi eux figuraient plusieurs noms familiers, J'eus l'idée de demander à Sloutski quel service distingué leur avait valu cette décoration si convoitée. Il me répondit que ces hommes déportés étaient les dirigeants d'une équipe spéciale d'environ trente officiers de confiance qui avaient été envoyés en décembre à Odessa pour rapporter certains objets du pavillon soviétique; sans soupçon, elle retourna en Russie.

Dans le même temps, son père était rappelé d'Espagne. C'était en juillet 1937; j'étais à nouveau au bureau de Sloutski. Sa femme, Réjane, était à Paris où elle travaillait au pavillon soviétique à l'Exposition. Stachevsky s'était rangé pour leur fille, âgée de 19 ans, vienne rejoindre sa mère et travailler avec elle. La jeune fille partit à Paris. Un mois après, en juillet, elle revint l'ordre de revenir à Moscou pour rapporter certains objets du pavillon soviétique; sans soupçon, elle retourna en Russie.

Le trésor que Staline obtint ainsi de l'Espagne se montait certainement à plusieurs centaines de millions de dollars, il atteignait peut-être un demi-milliard.

La Vie de l'U. A.

FÉDÉRATION PARISIENNE

COMITÉ D'INITIATIVE. — La réunion du C. I. de la Fédération Parisienne de l'U.A. aura lieu samedi 8 juillet 1939, à 15h. 30, au *LIBERTAIRE*.

Il est indispensable que tous les groupes envoient un délégué.

PARIS-BANLIEUE

BAGNOLET

Pour une cause indépendante de sa volonté le groupe libertaire a supprimé provisoirement ses réunions du jeudi soir, mais il tiendra une permanence tous les dimanches matin de 10 h. à midi, 43, rue Hoche.

Appel aux sympathisants et aux lecteurs de *l'Alarme* qui voudraient nous connaître.

BONDY

Vraiment, Bondy n'est plus sûr pour les anarchistes.

Après les défilés des P.S.F.-U.N.C. et curieusement, il fallait bien que nos nacos fassent quelque chose.

Le *Libertaire*, comme cela, sera parfait.

Dimanche dernier, à l'occasion d'un concours de pêche, organisé par l'*Huma*, notre conseiller général, afin de remonter le moral de ses troupes, a mit à hurler à tue-tête :

« Voulez le *Libertaire*, payé par les fonds secrets ». Son influence aidant, le monde s'attendait à une révolution qui fut un bel échec pour les fascistes, aurait pu avec une meilleure préparation de la part des organisations ouvrières, se tourner pour nos réacteurs en véritable désastre.

3^e Qu'il est nécessaire pour nous anarchistes de ne pas se laisser aller à un pessimisme que les faits quelques fois confirmés et qu'il y aurait nécessité pour les minorités, nettement révolutionnaires et pacifistes de s'entendre fraternellement, pour que de semblables manifestations ne tourment pas exclusivement au profit de partis politiques, dont les intentions dictatoriales n'ont rien à envier au Parti Social Français.

Dans le fond cette manifestation fait pour ceux qui y participent un sérieux encouragement et une raison de ne pas désespérer.

VOIX DE PROVINCE

NARBONNE

Par les tristes temps que nous traversons il est reconfortant de constater que, malgré tout le découragement qui s'est abattu sur la classe ouvrière, tout esprit de lutte n'a pas disparu des milieux prolétariens.

Nos fascistes, du parti social français, en ont fait dimanche dernier la constataction à leurs dépêches!

Ayant à grand renfort de publicité organisé pour la première fois une réunion publique à Narbonne, malgré toutes leurs troupes amenées par autos et cars, de tous les environs et même des déportés voisins et surtout malgré le lamento dégonflage du parti socialiste, leurs orateurs furent mis dans l'impossibilité de se faire entendre.

Les travailleurs, communistes, socialistes, anarchistes, pacifistes et du P.S.O.P., étaient devant leurs ennemis communs réaliser sur le champ leur unité d'action.

A notre avis, de cette contre-manifestation doivent être tirés des enseignements :

1^e Que malgré toute la répression gouvernementale et patronale, le prolétariat est capable en certaines circonstances de passer à l'action directe;

2^e Que cette réunion qui fut un bel échec pour les fascistes, aurait pu avec une meilleure préparation de la part des organisations ouvrières, se tourner pour nos réacteurs en véritable désastre;

3^e Qu'il est nécessaire pour nous anarchistes de ne pas se laisser aller à un pessimisme que les faits quelques fois confirmés et qu'il y aurait nécessité pour les minorités, nettement révolutionnaires et pacifistes

La fermeture hebdomadaire des magasins ne sera plus respectée dans l'alimentation.

(Les journaux).

Le Gouvernement jette la dernière pelletée de terre sur les conquêtes de Juin 1936.

PAR SON SILENCE Le bureau confédéral va-t-il provoquer une scission dans la Loire ?

Ne nous pouvons être, ici, suspects de sympathie pour la politique de capitulation des dirigeants communistes et réformistes du mouvement syndical.

On ne nous reprochera pas davantage d'avoir manqué de dénoncer les meurs méprisantes, les calomnies et le mouchardage dont usent les staliniens à l'égard de ceux qui ont d'autres préoccupations que servir le Tsar rouge de toutes les Russies.

Avec les journaux vraiment syndicalistes, avec la presse révolutionnaire, nous luttons contre une C.G.T. qui laisse crever des camarades dans les camps de concentration pendant qu'elle souscrit à la défense nationale et qu'elle met ses propagandistes au service de l'impérialisme.

Plus nombreux chaque jour sont ceux qui se demandent ce qu'ils font dans cette galère. L'impossibilité de s'exprimer dans laquelle sont les syndicalistes révolutionnaires, les ca-

le libertaire syndicaliste

La première question — pour le peuple — c'est celle de son émancipation économique qui engendre nécessairement aussi bien et en même temps, son émancipation politique, et bien sûr après son émancipation intellectuelle et morale.

BAKOUNINE

LE COIN DU CHOMEUR

Au Centre Scientifique de la main-d'œuvre rue Pierre-Chautard, à Paris

C'est d'un camarade syndicaliste, en chômage depuis de longs mois et que nous connaissons intimement et en qui nous pouvons avoir toute confiance, que nous viennent ces renseignements.

Ayant formulé une demande d'emploi, il reçut une convocation l'invitant à se présenter dès le lendemain matin à l'adresse ci-dessus nommée, ne lui laissant le temps de la réflexion, il dut prendre le train, habitant la banlieue, et faire un repas au restaurant. (Tous ces frais sont à sa charge, ceci dit en passant.)

a) Visites médicales et potentiel physique

La première journée est consacrée aux visites médicales, à des exercices de force et d'adresse. Tout de suite, analyse des urines, visite torse pour la présentation au médecin.

Après ce premier coup d'œil, tombez le pantalon et tenez. Ceux qui ont passé le conseil de révision en vue de l'encasernement savent comment cela se pratique. Alors, malheur à ceux qui seraient atteints de hernie, varicelle, varices ou autres petites afflictions : ils sont bons comme la romaine ; c'est fini, inutile d'insister.

Ensuite, auscultation des poumons et du cœur et tension artérielle.

L'inspection de la vue se fait à l'aide d'un procédé nouveau, qui consiste en un tableau placé à quatre mètres du patient, sur lequel il s'agit de déchiffrer des anneaux de chaîne, dans lesquels il existe une brisure. Le dernier des anneaux mesure 0 m. 005 mm. de diamètre. Cette inspection est pratiquée à l'aide de lunettes spéciales, en passant un œil après l'autre.

Peut-on réellement, même avec une vue normale, distinguer à une distance de quatre mètres une brisure dans un anneau de 0 m. 005 millimètres de diamètre ?

Ensuite, potentiel physique. Mesurisation : hauteur, envergure ; poids, conformatio-

n de pieds, exercice de force consistant à tirer sur une chaîne reliée à un appareil mesurant la force, le tout monté sur une barre de fer que le patient tient sous les pieds. L'exercice consiste à tirer avec un appareil du même genre dans chaque main simultanément.

On mesure alors la valeur du souffle en soufflant dans un tube pour faire monter une cloche placée sous l'œil. Enfin, pour terminer cette séance d'athlétisme, il s'agit de tenir le plus longtemps possible, à bras tendu, un sac de sable qui n'a pas besoin d'être bien lourd pour fatiguer son homme.

Alors, on peut se révéler et, ayant subi justement un bout pour critérium, on reçoit une autre convocation pour l'examen pratique.

La première journée est terminée.

b) L'examen pratique

La deuxième journée commence par des épreuves chronométrées de montage de divers objets se rapportant à divers métiers que bien souvent on n'a pas encore exercés.

Ensuite, exercice de dextérité.

Cet exercice se fait sur un plateau de cuivre électrisé, sur lequel est tracé un chemin en noir qui est isolé.

Il s'agit de faire parcourir ce chemin par un polonçon, à l'aide de deux manettes qui agissent l'une latéralement, l'autre longitudinalement. Dans les parties droites, le polonçon se conduit d'une seule main, tout va bien. Dans les parties transversales, les deux manivelles sont en action, la rotation se faisant dans le même sens ; mais c'est dans la partie cintre que c'est la grande difficulté. L'une tourne à droite, l'autre à gauche ; au moindre contact du polonçon avec le cuivre, le courant électrique s'établit et marque un graphique. Tout est chronométré.

c) Exercice de précision

Ceci se fait à l'aide d'un tambour qui tourne électriquement et est percé de trous irrégulièrement.

Il s'agit, avec un polonçon, de marquer le plus grand nombre de trous dans le moins de temps possible.

Comme pour les élèves aviateurs, on contrôle les réflexes.

Un contact électrique dans la main, il faut marquer chaque coup de sonnette émis par un appareil spécial. Ces coups de sonnette sont espacés irrégulièrement et de sons différents.

Il n'y a pas une seconde d'attention à perdre, car tout est marqué sur le graphique enregistrateur.

A deux reprises différentes, une heure de travail aux intellectuels.

Dire en face chaque mot ce qui correspond, soit à un vêtement, à une fleur, à un animal, etc. ; série de chiffres ; sur des phrases écrites en langue française et en langue étrangère, souligner les mots en langue étrangère et en français.

Et c'est fini. Il ne reste plus qu'à attendre les résultats. »

Ne pensez-vous pas, camarades, qu'il y a là une terrible préparation de stakhanovisme ?

Que peu d'individus sont doués suffisamment pour satisfaire à tous ces exercices et exercices qui, entre nous, nous sont utilisés dans l'exploitation du travail pour la défense nationale — qu'ils disent — alors que celle-ci n'existe réellement que dans l'hygiène et la santé publique en laissant à chacun la possibilité de vivre au lieu de crever de faim ou de tuberculose.

Vont-ils accepter que les militants et les syndicats qui ne se courbent pas devant les communistes soient accusés à la « grève des timbres » ?

Roger LEMANACK.

RINGEAS.

FRANCOIS ROSE.

AU CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION DU TEXTILE

Une acrobatie de plus

"Ni nationalisme, ni capitulation" (Léon Jouhaux).

Dans un discours prononcé au Congrès national de la Fédération du textile, Léon Jouhaux déclare : « Sur le problème de la paix, la C.G.T. a encore sa position propre. Elle peut se résumer ainsi : ni nationalisme, ni capitulation. »

Cette formule lapidaire donne-t-elle vraiment satisfaction sur la position de la C.G.T., devant le problème de la guerre ?

Si oui, il faut se contenter de peu, car ce nouveau slogan, « ni nationalisme, ni capitulation » n'apporte rien de précis et de concret pour prendre une position solide devant l'immédiateté du danger et, en plus, n'apporte aucune justification de la position prise jusqu'à ce jour.

Si la C.G.T. est l'organisation syndicale avec sa politique ouvrière, internationaliste, se dressant irréductiblement contre la guerre, que signifie cette phrase : « sur le problème de la paix, la C.G.T. a encore sa position propre » ?

Elle n'a aucune raison d'être, moins qu'elle ne cherche à couvrir certaines actions et à tromper sur les positions prises jusqu'ici.

Ce « ni nationalisme » n'est-il pas l'aveu par sa forme jésuite et peu courageuse, de l'abandon de l'internationalisme ?

Quant à la capitulation n'en parlons pas, celle-ci étant subordonnée à la première attitude. La politique de Jouhaux n'est faite que de finasserie politique trompante et endormant l'électeur. Il manie le paradoxe, connaît la tribune et ses secrets. Il sait lâcher au moment opportun le mot adéquat qui vous campe un homme en rupture d'équilibre. S'entant la faillite de sa politique il va en bon cœur et vieil habitué de ce sport au devant des

attaques de ceux qui luttent avec foi et sincérité, ignorant la rage entre deux eaux et les montées en surface au moment psychologique.

Lorsqu'un secrétaire général d'une telle organisation ne tient que par une politique faite de ruse, d'artifice et d'acrobate envers ses propres adhérents, cette organisation est en décadence et se meurt. Elle ne peut plus prétendre remplir sa tâche et défendre la classe ouvrière si le représentant principal de cette organisation s'identifie dans la peau du caméléon.

Léon Jouhaux ne fera pas facilement oublier malgré sa science de fin manœuvrier, le rôle important et nécessaire qu'il a joué dans tous les problèmes qui touchaient l'avenir de la classe ouvrière. Matignon, Pontigny, statut du travail sont empreints de sa forte personnalité. De ces accords le patronat est sorti vainqueur, la classe ouvrière en crève.

Le 1^{er} mai 1939 est attaché à la semelle de ses souliers comme une chose sacrée, qu'il a foulée au mépris du prolétariat international et de ses sacrifices. Cela au bénéfice d'une défense nationale qui sera l'immense tombeau des peuples.

Voilà l'homme qui aujourd'hui dirige encore la politique ouvrière. Le prolétariat ne réclame pas d'astucieux acrobates pour sa politique, pas plus qu'il n'est le valet d'un gouvernement, fut-il russe. Les heures que nous vivons sont très graves et ce que Jouhaux ne peut plus dire, nous le rappelons et le crions aux travailleurs de ce pays.

Internationalisme toujours, capitulation jamais !

DUBREUIL.

La Fédération des Fonctionnaires doit-elle disparaître ?

par DELACARDE

pour servir utilement alors qu'il s'épanouit dans le parasitisme.

La Fédération des Fonctionnaires doit disparaître. Place au Cartel Confédéré des Services Publics.

Avant d'examiner où en est le mouvement qui se forme contre l'existence même de la Fédération des Fonctionnaires nous porterons à la connaissance du lecteur un extrait d'un des derniers papiers de Charles Laurent. Cet article s'intitulait : « Encore un serpent de mer ». Le divorce entre les fonctionnaires proprement dits et les autres agents des services publics s'y présente d'une manière assez indirecte : « On est un peu étonné d'un autre côté que l'on est greffé sur notre projet la question des agents des collectivités secondaires. Lorsqu'on songe à ce que sera la tâche de la commission, on peut déjà l'estimer très lourde. Refaire tous les classements et toutes les échelles de traitements civils, les harmoniser avec les soldes de l'armée ce n'est pas un petit travail. Et Berlitz croit-il que ce n'est pas compliquer singulièrement le problème que d'apporter en plus à résoudre les questions de parité des agents départementaux, communaux et des services concédés ? »

Enfin pour caractériser le potentiel revendicatif de la Fédération des Fonctionnaires internes qui la composent, et qui sont des Fédérations d'industrie n'y ont qu'un rôle efface. Elles sont éclipsées par la super-Fédération, Seule la Fédération de l'Enseignement, proposée par le S.N. des Institutions, réagit.

Dans les congrès de la Fédération des Fonctionnaires les congressistes sont nourris de la Tribune et naturellement votent à peu près tout ce que les permanents leur proposent ;

On voudrait voir ces Fédérations internes accuser une personnalité :

Ce stade essentiel du groupement et de la revendication syndicalistes n'est qu'un trou, où la coupe est très nette entre les syndicats de base et les permanents, mais ceux-ci ont su se mettre dans la situation de sauveurs.

Résumons : Du point de vue technique la Fédération des Fonctionnaires n'est pas représentative, son activité et sa valeur syndicales sont à peu près nulles. Le totalitarisme de ses permanents rappelle celui des partis politiques. Son budget brillant

pourrait servir utilement alors qu'il s'épanouit dans le parasitisme.

La Fédération des Fonctionnaires doit disparaître. Place au Cartel Confédéré des Services Publics.

Avant d'examiner où en est le mouvement qui se forme contre l'existence même de la Fédération des Fonctionnaires nous porterons à la connaissance du lecteur un extrait d'un des derniers papiers de Charles Laurent. Cet article s'intitulait : « Encore un serpent de mer ». Le divorce entre les fonctionnaires proprement dits et les autres agents des services publics s'y présente d'une manière assez indirecte : « On est un peu étonné d'un autre côté que l'on est greffé sur notre projet la question des agents des collectivités secondaires. Lorsqu'on songe à ce que sera la tâche de la commission, on peut déjà l'estimer très lourde. Refaire tous les classements et toutes les échelles de traitements civils, les harmoniser avec les soldes de l'armée ce n'est pas un petit travail. Et Berlitz croit-il que ce n'est pas compliquer singulièrement le problème que d'apporter en plus à résoudre les questions de parité des agents départementaux, communaux et des services concédés ? »

Enfin pour caractériser le potentiel revendicatif de la Fédération des Fonctionnaires marquons que les permanents pourront se laver les mains d'un échec se contentant d'en faire endosser la responsabilité aux Pouvoirs publics, ou, c'est le cas cette semaine, à une organisation syndicale non cégétiste : attitude commode et qui se désigne, invariablement plusieurs semaines avant l'échec officiel.

Certes, nous ne nous donnerons pas le ridicule de gonfler l'opposition qui existe contre la F. des F. mais telle qu'elle est elle commence à inquiéter sérieusement les permanents dans leurs chaires doctrinaires. Naturellement ils veillent au grain essayant partout où c'est possible d'éteindre dans l'œuf le mouvement sacrilège — même si l'opposition est battue, ils ont peur.

À Lille le 25 mai, au congrès départemental de la F. G. E. (Fédération Générale de l'Enseignement) huit mandats du Nord se portent sur une motion de retrait, contre 40 pour la maintenir. Mais le 20 mai la F.G.E. de la Gironde demandait « instantanément que le congrès extraordinaire de la F.G.E. étudie les relations de la F.G.E. avec la Fédération des Fonctionnaires.

« Elle estime que la F.G.E. est la fédération d'industrie à laquelle adhèrent conformément aux statuts de la C.G.T. les membres de l'Enseignement. En conséquence, ou bien la Fédération des fonctionnaires se transformera en un cartel de fédération autonome, ou bien le retrait de la Fédération des fonctionnaires s'imposera, seul moyen d'assurer à notre fédération d'industrie les ressources financières indispensables pour une vie normale. »

(A suivre.)